

POLE AMENAGEMENT DURABLE
Direction du Développement, de l'Environnement
et des Territoires
Service Environnement

République Française

DEPARTEMENT DE L'AUDE

Délégation du droit de préemption départemental
au titre des espaces naturels sensibles au Conservatoire du Littoral

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L215-1 et suivants du code de l'urbanisme relatifs au droit de préemption des ENS ;

VU la délibération du Conseil général de l'Aude du 26 septembre 1994 créant une zone de préemption sur les communes des cantons littoraux et déléguant le droit de préemption au conservatoire du littoral ;

VU la délibération de la Commission Permanente du 22 juillet 2013 étendant cette zone de préemption sur les communes du littoral ;

VU la délibération de la Commission Permanente du 30 juin 2017 autorisant le président du Conseil départemental à déléguer au Conservatoire du littoral le droit de préemption au titre des espaces naturels sensibles sur ces nouvelles zones ;

ARRETE

Article 1^{er} : Conformément à l'article L.215-8 du code de l'urbanisme et en exécution de la délibération du 30 juin 2017 précitée, le droit de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles est délégué au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres dans le nouveau périmètre de sa zone d'intervention.

Article 2 : Le Président du Conseil départemental est chargé de l'exécution du présent arrêté.

certifié exécutoire pour avoir
été transmis au contrôle de légalité le

- 12/10/2017

sous le numéro identifiant unique :

- 011-221100019-20171012-ARDDPDENSCL-AR

- affiché le 12/10/2017

Carcassonne, le

12 OCT. 2017



André VIOLA